



HAL
open science

And after all, if say was right ? L'offre crée-t-elle sa propre demande ? Keynésianisme contre "klacissisme"

Patrice Bouvet

► To cite this version:

Patrice Bouvet. And after all, if say was right ? L'offre crée-t-elle sa propre demande ? Keynésianisme contre "klacissisme". [Rapport de recherche] Laboratoire d'analyse et de techniques économiques(LATEC). 1995, 20 p., bibliographie. hal-01545747

HAL Id: hal-01545747

<https://hal.science/hal-01545747>

Submitted on 23 Jun 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LATEC

LABORATOIRE D'ANALYSE ET DE TECHNIQUES ÉCONOMIQUES

UMR 5601 CNRS

DOCUMENT DE TRAVAIL



Pôle d'Économie et de Gestion

2, boulevard Gabriel - 21000 DIJON - Tél. 03 80 39 54 30 - Fax 03 80 39 54 43

ISSN : 1260-8556

n° 9509

**AND AFTER ALL, IF SAY WAS RIGHT ?
L'offre crée-t-elle sa propre demande ?**

Patrice BOUVET*

septembre 1995

***Centre d'Etudes Monétaires et Financières
LATEC (URA 342 CNRS)
Dijon**

Patrice BOUVET

**AND AFTER ALL,
IF SAY WAS RIGHT?¹**

**L'offre crée t-elle sa propre demande?
Keynésianisme contre "Klassicisme"²**

Résumé: Dans une économie d'échange réelle, il est assez facile d'admettre l'existence de la loi de SAY. Cependant, il ne fait aucun doute qu'au fil du temps la monnaie a changé de forme. Faut-il pour autant rejeter la loi des débouchés? Plus que J.M.KEYNES lui-même, si l'on en croit certains de ses successeurs, cela est absolument certain. Pourtant, lorsqu'on étudie avec précision la monnaie moderne (la monnaie bancaire), on s'aperçoit que les agents économiques ne peuvent pas la détenir à l'extérieur du système bancaire. Quand ils ne consomment pas sur le marché des produits, ils "consomment" sur le marché des titres. En conséquence, la loi de SAY est toujours vérifiée.

Abstract: In a real exchange economy it's quite easy to admit the existence of SAY's law. However, currency has without doubt changed. Is it necessary to reject SAY's law? More than J.M.KEYNES himself, if we believe some of his successors it's absolutely certain. Yet, when we study closely modern currency (bank currency) we realize that the economic agents cannot hold it outside the banking system: when they are not consumers on the goods market they are "consumers" on the stock market. As a consequence SAY's law is confirmed.

¹ Ce titre nous a été inspiré par l'article d'O.FAVEREAU, *Probability and Uncertainty: After all, Keynes was right, conférence on "Methodological Issues in Keynesian Economics"*, Trinity college, Cambridge, 1983.

² Selon O.FAVEREAU, les économistes "Klassiques" sont les économistes classiques au sens de J.M.KEYNES, c'est à dire en fait les économistes qui acceptent la loi des débouchés. "Dans ce qui suit, nous inspirons de HUTCHINSON (1978) nous désignons par "Klassique", classique au sens de KEYNES. En effet, KEYNES rassemble des auteurs que l'on qualifie habituellement de classiques stricto sensu et d'autres que l'on considère comme néo-classiques." O.FAVEREAU, L'incertain dans la "révolution keynésienne": l'hypothèse Wittgenstein, *Economies et Sociétés*, Tome XIX, n°3, Mars 1985, p. 37.



En physique la communauté scientifique admet unanimement l'existence de lois. A l'inverse, dans notre discipline, beaucoup d'auteurs pensent que les actions humaines ne présentent pas des uniformités analogues à celles que l'on observe entre les phénomènes du monde matériel. Doit-on accepter cette objection catégorique? Non. S'il n'y avait pas de loi économique les dysfonctionnements de nos sociétés ne pourraient être imputés qu'au comportement plus ou moins rationnel des individus et l'espoir de les résoudre serait bien faible. Or, s'il est vrai que les agents agissent sur le résultat des opérations économiques, ils n'exercent en revanche aucune action sur les opérations elles-mêmes qui relèvent du déterminisme auquel sont soumises les grandeurs économiques. Affirmer que notre discipline est régie par des lois ne signifie cependant pas qu'il soit possible d'expliquer l'ensemble des phénomènes économiques. Aussi, pour d'autres penseurs, même s'il existe des lois économiques, celles-ci ne sont pas comparables à celles de la physique parce qu'elles souffrent de nombreuses exceptions. En fait, si dans certains cas les effets supposés d'une loi économique ne se manifestent pas, ce peut être soit parce que l'une des conditions nécessaires n'est pas satisfaite, soit parce que les effets d'une autre loi modifient ceux de la première loi, soit encore plus vraisemblablement, parce que l'angle d'analyse choisi n'est pas celui permettant de mettre en évidence le effets de la loi étudiée. Il en va particulièrement ainsi pour la loi de SAY.

Dans une économie d'échange réelle, la monnaie étant apparemment un simple numéraire permettant de faciliter les échanges, la loi de SAY originale (§1) est acceptée sans difficulté. Cependant, l'évolution de l'instrument monétaire n'étant aujourd'hui guère contestée, le temps est maintenant venu de se demander si la monnaie a simplement changé de forme ou, plus radicalement, de nature. Pour les "Keynésiens", la transformation historique de la monnaie implique indéniablement une rupture dans sa nature. Si l'on en croit ces auteurs, l'essentiel de la création monétaire étant maintenant constitué par le crédit, la monnaie peut désormais être désirée pour elle-même si bien qu'il est nécessaire de rejeter la loi des débouchés (§2). L'analyse de la création monétaire ne devrait pourtant pas s'arrêter là. La monnaie bancaire n'étant pas un "actif nominal" mais un "actif-passif dans l'objet"³, il est nécessaire de reconsidérer la loi de SAY (§3).

³ Ces deux expressions sont de B.SCHMITT.

§1) La loi de SAY originale

Bien que la loi des débouchés n'apparaisse pas explicitement dans les écrits de J.B.SAY⁴, deux formules sont fréquemment utilisées pour l'exprimer: "l'offre crée sa propre demande"⁵ et "les produits s'échangent contre les produits". Plus généralement, si l'on en croit T.SOWELL, il serait même impossible de trouver une définition précise de la loi de SAY dans l'ensemble de l'oeuvre des économistes classiques. "L'on ne trouve chez les économistes classiques aucune définition de la loi de SAY qui puisse apparaître comme claire, nette et définitive. Les origines de la loi de SAY elles-mêmes ne peuvent être établies d'une manière non équivoque."⁶

Mais, s'il est vrai que les commentateurs ne s'accordent pas facilement sur l'origine de la loi de SAY, à l'inverse, la grande majorité d'entre eux se rejoignent pour affirmer que cette loi ne peut prendre place que dans une *économie d'échange réelle*. Tant que la monnaie de crédit n'est pas introduite dans le raisonnement la conception générale qui sous-entend la loi de SAY est extrêmement simple. En contrepartie de leur contribution productive, les participants à la production reçoivent la rémunération nécessaire à l'écoulement des biens produits. Les revenus distribués sous forme de salaires, profits, rentes... sont équivalents au prix total des marchandises produites. Ainsi, toute augmentation de l'offre implique nécessairement un accroissement des revenus permettant l'émergence d'une demande pour ces marchandises.⁷ Mené en terme réel, le raisonnement de J.B.SAY conduit à affirmer que toute production est nécessairement échangée contre une autre production. Partant, la loi des débouchés assure la cohérence générale de l'ensemble des marchés sur lesquels s'échangent les biens et les services. Même si à l'échelle microéconomique les producteurs ne reçoivent pas leur propre produit en rémunération, au niveau macroéconomique la demande globale n'est autre que l'offre globale qui a été répartie entre les salariés, les propriétaires et les capitalistes. Dès que l'on prend en compte l'ensemble des individus, la valeur totale de ce qui est acquis, la demande globale, est égale à la valeur globale de ce qui est cédé, l'offre globale. Si des désajustements partiels surviennent, ils sont résorbés par des variations de prix relatifs. L'identité de l'offre et de la demande globale est

⁴ Sous la plume de J.B.SAY l'expression la plus proche de ce que l'on entend maintenant par "loi des débouchés" est très certainement le passage suivant: "On voit donc que le seul fait de la formation d'un produit assure dès l'instant même un débouché à d'autres produits" - J.B.SAY, *Traité d'économie politique*, p. 142.

⁵ Il semblerait que ce soit en fait à J.M.KEYNES que l'on doit cette formule. Cf: J.M.KEYNES, *Théorie Générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie*, p. 47.

⁶ T.SOWELL, *La loi de SAY: une analyse historique*, p. 7.

⁷ "Dans tout état plus les producteurs sont nombreux et les produits multipliés et plus les débouchés sont faciles, variés et vastes." J.B.SAY, *ibid*, p. 139.

toujours vérifiée parce que la monnaie est "neutre" en ce qui concerne le secteur réel de l'économie.

Dans la conception initiale de la loi de SAY la monnaie est réduite à son unique fonction de transaction. L'actif monétaire est assimilé à un véhicule qui se déplace dans l'économie réelle sans y générer de dysfonctionnement particulier. "Vous voyez bien que ce sont des produits qu'il vous faut et non de l'argent. La monnaie d'argent qui aura servi dans la vente de vos produits et dans l'achat que vous aurez fait des produits d'un autre ira, un moment après, servir au même usage entre deux autres contractants, elle servira à d'autres et à d'autres encore sans fin: de même qu'une voiture qui, après avoir transporté le produit que vous aurez vendu, en transportera un autre puis un autre."⁸ Dans le système de J.B.SAY la monnaie est *un fait d'échange*⁹. C'est uniquement parce que celle-ci n'est jamais demandée pour elle-même que l'identité de SAY est vérifiée.¹⁰

Dans une telle économie, tout agent souhaitant augmenter son niveau de satisfaction personnelle ne peut le faire qu'au prix d'un sacrifice individuel. Offre et demande sont les deux faces d'une même réalité; lorsqu'un individu A offre un bien x dans le même mouvement il demande un bien y.¹¹ A partir de là, quels que soient les mécanismes de marché, la production excédentaire du bien y correspond nécessairement à la demande du bien x. Symétriquement, pour l'agent B, la production excédentaire du bien x (par rapport à ses besoins) sera exactement égale à la demande de y. Si les désirs des agents A et B ne sont pas exactement équivalents, l'échange s'effectuera à un niveau ne correspondant pas au maximum de potentiel de production des échangistes. Mais il n'y aura pas de surproduction, personne n'ayant intérêt à continuer de travailler au-delà du moment où sa demande est satisfaite.

Contrairement à l'idée qui semblait se dégager ci-dessus, présentée de la sorte, la loi de SAY apparaît comme le résultat d'une démarche microéconomique. L'échange est

⁸ J.B.SAY, *ibid*, p. 138.

⁹ La monnaie apparaît ici comme un fait d'échange parce que c'est l'échange et non la production qui nécessite son introduction dans l'économie.

¹⁰ "Dans une économie de troc, il ne saurait y avoir un excès d'offre par rapport à la demande pour tous les biens. Mais, dans une économie monétaire, un excès général de l'offre de marchandises, constitue une possibilité logique, car il signifie simplement qu'il y a une demande excédentaire de monnaie. Si l'on suppose que la loi de SAY s'applique au monde réel, elle affirme donc l'impossibilité d'un excès de demande de monnaie." - M.BLAUG, *La pensée économique*, p. 174.

¹¹ Dans cette optique disposer d'un bien oblige nécessairement à se dessaisir d'un autre bien. La demande suppose l'offre; on peut donc penser que c'est pour cela que J.M.KEYNES a été amené à affirmer que selon les "Klassiques": "l'offre crée sa propre demande".

conçu comme un phénomène purement individuel mais rien ne nous assure qu'il soit effectivement possible d'élargir le raisonnement à l'ensemble de la société. En fait, répétons-le, c'est parce que dans la théorie "Klassique" les rapports d'échange s'expriment dans un actif monétaire qui est réduit à son unique fonction de transaction, qu'il est ici possible d'étendre la contrainte individuelle à l'ensemble de l'économie considérée. Au plus profond, c'est avant tout parce que dans le système de J.B.SAY la contrainte qui pèse sur chaque individu s'exerce également sur la somme de ceux-ci que la démarche microéconomique est ici compatible avec l'analyse macroéconomique.

D'après J.B.SAY, plus les entrepreneurs fabriquent des produits de "grande valeur", plus ils ont la possibilité de se procurer d'autres produits. Ainsi, plus les producteurs sont nombreux plus l'économie se développe. Dans cette perspective, toute augmentation de la production n'est pas uniquement favorable à un entrepreneur particulier mais plus généralement à l'ensemble des producteurs, les dépenses supplémentaires effectuées par les uns fournissant un revenu supplémentaire aux autres.¹² Cependant, s'interrogeant sur l'origine des crises sectorielles, J.B.SAY met en avant à la fois le système économique lui-même, les décisions de production reposant sur les anticipations de débouchés se révélant parfois trompeuses, mais aussi l'inadéquation de la structure de l'offre à celle de la demande. Selon l'auteur du *Traité d'économie politique*, si dans une branche d'activité particulière, la production est "surabondante", cela signifie automatiquement qu'il existe une pénurie dans une autre branche d'activité¹³: la "surabondance" générale est impossible.

J.C.L.SISMONDI ne partageait pas ce point de vue. Selon lui, il pouvait apparaître une divergence entre la production et l'évolution de la consommation.¹⁴ L'important, disait-il, était que les marchandises ne soient pas vendues à perte. Dans le cas contraire, même si apparemment il est possible d'écouler tous les produits présents sur le marché, l'économie est en situation de "surabondance". Pour cet auteur, la demande n'est pas simplement une quantité demandée, mais, plus précisément, la quantité demandée à un prix suffisant pour couvrir les coûts de production. Par conséquent, il n'existe aucune raison

¹² "Une bonne récolte n'est pas seulement favorable aux cultivateurs, elle l'est en même temps aux marchands de tous les autres produits. On achète davantage à chaque fois que l'on recueille d'avantage" J.B.SAY, *ibid*, p. 141.

¹³ "Certains produits surabondent parce que d'autres sont venus à manquer" J.B.SAY, *ibid*, p. 141.

¹⁴ "On voit que le dérangement dans le rapport réciproque entre la production, le revenu et la consommation devient également préjudiciable à la nation, soit que la production donne un moindre revenu que la coutume, ou qu'une partie du capital passe au fonds de consommation, ou qu'au contraire cette consommation diminue, et ne réclame plus une production nouvelle." - J.C.L SISMONDE DE SISMONDI, *Nouveaux principes d'économie politique*, pp. 129-130.

pour que l'offre soit nécessairement égale à la demande.¹⁵

La question de la possibilité de l'existence d'une crise de surabondance est sans doute la controverse à propos de laquelle J.C.L. SISMONDI et J.B.SAY ont échangé le courrier le plus important. En particulier, affirmant que cela revenait en fait à prétendre qu'à un moment donné la production pouvait excéder la demande, J.B.SAY réfutait l'argument selon lequel il était concevable que la production s'équilibre temporairement à un niveau qui finirait par se révéler impossible à maintenir. Mais, plus encore qu'entre J.C.L.SISMONDI et J.B.SAY, c'est incontestablement entre J.B.SAY et T.R.MALTHUS que la polémique concernant la surabondance fut la plus vive.

Pour s'opposer à J.B.SAY, T.R.MALTHUS ne choisit pas la facilité. Plutôt que de se contenter de montrer que l'économie connaissait parfois des perturbations pouvant se prolonger dans le temps, il voulut démontrer la possibilité d'une surproduction permanente de toutes les marchandises. En réponse à J.B.SAY, il écrivait: "Quelques auteurs de beaucoup de mérites ont pensé que, quoiqu'il puisse y avoir aisément un engorgement partiel de certains produits, il est impossible qu'il y ait un engorgement de tous les produits en général.(...) Cependant cette doctrine, avec toute l'extension qu'on lui a donnée, me semble tout à fait fausse, et en contradiction manifeste avec les grands principes qui régissent l'offre et la demande. Il n'est pas du tout vrai, dans les faits, que les produits soient toujours échangés contre d'autres produits".¹⁶ Pour mener à bien sa démonstration T.R.MALTHUS distinguait des travailleurs productifs et des travailleurs improductifs. Selon lui, l'accumulation du capital nécessite l'emploi de travailleurs productifs au détriment des travailleurs improductifs. Mais, ce changement n'est possible qu'au prix d'un accroissement de l'investissement. Or, la réduction de la consommation des capitalistes n'est pas compensée par l'augmentation de la consommation des travailleurs productifs parce que le fléchissement de la consommation des capitalistes entraîne une baisse des prix et donc des profits. Dès lors, les entreprises concernées réduisent leur production, ce qui occasionne un engorgement général des marchés. Au plus profond, la crise et le chômage résultent alors d'un surinvestissement.

En matière d'emploi, T.R.MALTHUS partageait en grande partie l'analyse d'A.SMITH. Notamment, il pensait qu'à long terme il était nécessaire que la croissance continue de la demande de travail s'accompagne d'une augmentation de la production pour

¹⁵ Notons toutefois que dans l'esprit de SISMONDI, ces déséquilibres ne pouvaient pas survenir fréquemment, ni même se prolonger durablement. "Un autre équilibre se trouve établi dans le long terme, c'est vrai mais c'est au prix de souffrances terribles." - J.C.L. SISMONDI DE SISMONDI, *ibid*, p. 148.

¹⁶ T.R.MALTHUS, *Principes d'économie politique*, p. 120.

maintenir le niveau de salaire existant (et donc le plein-emploi). De l'avis de T.R.MALTHUS, c'était essentiellement parce qu'il existait des décalages temporels entre l'offre et la demande d'emploi qu'il pouvait apparaître une réduction générale des salaires ou une hausse du chômage (celle-ci s'accompagnant alors d'une rigidité salariale). D'après lui, lorsqu'une partie des salariés reçoit une rémunération supérieure au niveau de subsistance, et donc d'équilibre, d'autres ouvriers se trouvent nécessairement au chômage. "Dans le système malthusien, la simple cessation de la croissance provoquait le chômage dans une population qui - en réponse aux salaires antécédents situés au dessus de la subsistance, avait continué à croître "sur la lancée de la période précédente", et qui - de facto - croissait au delà du niveau auquel elle pouvait être employée pour les salaires pratiqués."¹⁷

Plus qu'une opposition radicale¹⁸ ce qui distinguait fondamentalement T.R.MALTHUS et J.B.SAY était leur démarche analytique. Alors que T.R.MALTHUS admettait qu'il était légitime de transposer à une économie considérée dans son ensemble une proposition valable sur un marché particulier, J.B.SAY pensait au contraire qu'il était préférable d'adopter d'emblée une démarche globale. Comme l'ont fait remarquer de nombreux spécialistes de l'histoire de la pensée¹⁹, l'un des principaux mérites de J.B.SAY a incontestablement été de montrer que dans notre discipline les problèmes se posent différemment en fonction de l'échelle d'analyse retenue. En ce sens, J.B.SAY doit donc être considéré comme l'un des précurseurs de la macroéconomie moderne.

En s'appuyant sur certains passages de l'introduction de la *Théorie Générale*²⁰, de nombreux commentateurs attribuent le rejet de la loi des débouchés à J.M.KEYNES. Pourtant, tout comme J.B.SAY, l'auteur de la *Théorie Générale* était en réalité lui aussi un théoricien de l'identité. En effet, dans le chapitre III de son célèbre ouvrage, il affirme: "Le volume de l'emploi est déterminé par le point d'intersection de la courbe de la demande globale et de la courbe d'offre globale; car c'est à ce point que la prévision de profit des entrepreneurs est maximum. Nous appellerons demande effective le montant du produit attendu D au point de la courbe de la demande globale où elle est coupée par celle de l'offre globale."²¹ La première partie de cette assertion est très claire. La demande

¹⁷ T.SOWELL, *ibid*, p. 77.

¹⁸ En 1827 J.B.SAY écrit à T.R.MALTHUS: "Notre débat concernant les marchés commence à n'être plus qu'une dispute sur les mots." Cité par T.SOWELL, *ibid*, p. 105.

¹⁹ Citons par exemple, M.BLAUG, J.A.SCHUMPETER ou plus récemment C.JESSUA.

²⁰ "La loi de SAY qui veut que, pour tout volume de la production considérée dans son ensemble, le prix de la demande globale soit égal au prix de l'offre globale, équivaut à la proposition à laquelle il n'existe pas d'obstacle à l'instauration du plein-emploi." - J.M.KEYNES, *TG*, p 54.

²¹ J.M.KEYNES, *TG*, p. 53.

effective est le point d'intersection de deux courbes, il s'agit donc identiquement d'une offre et d'une demande. Etant défini en un seul point, il est impossible que le revenu national soit offert sans être simultanément demandé. Dans la théorie keynésienne l'offre est définie par le paiement des facteurs de productions, la demande correspond au revenu. Ainsi, l'offre ne diffère pas de la demande puisque le paiement des facteurs de production signifie l'appropriation du produit par les nouveaux titulaires de revenus.

Néanmoins, si l'on en croit certains successeurs de J.M.KEYNES²², bien que les coûts monétaires supportés par les entrepreneurs déterminent les revenus des facteurs et permettent ainsi d'acheter les biens et services produits, l'offre ne crée sa propre demande qu'a priori. Selon eux, s'il est vrai qu'au premier abord la loi de SAY parle à l'intuition, à bien y regarder il faut en fait la rejeter.

§2) Le rejet de la loi de SAY par les successeurs de J.M. KEYNES.

Traditionnellement il est admis que l'économie keynésienne est une *économie monétaire de production*. Dans le paysage dessiné par les Keynésiens la base de l'échange n'est pas simplement constituée par les quantités de produits détenues par les participants à la séance de marché, mais, plus généralement, par l'ensemble des valeurs monétaires mises en présence. A partir de là, les prix qui en résultent sont, non pas des simples rapports d'échange, mais des prix monétaires. L'expression "*économie monétaire de production*" est sans équivoque. Dans l'économie keynésienne il y a une antériorité du fait monétaire sur toute autre considération, y compris la production. La monnaie apparaît comme le véritable fondement de toutes les relations économiques. Dès lors, deux questions se posent: comment la monnaie est-elle introduite dans l'économie? La monnaie répond-elle à l'inquiétude des agents? A ce sujet, dans la *Théorie Générale* J.M.KEYNES écrit: "... Pour des motifs en partie rationnels et en partie instinctifs, notre désir de détenir de la monnaie comme réserve de richesse est un baromètre de notre degré de confiance quant à nos propres calculs et conventions concernant l'avenir. Même si cette impression au sujet de la monnaie est elle-même conventionnelle ou instinctive, elle agit, pour ainsi dire, à un niveau plus profond de nos motivations. Elle prend le relais dans les moments où les conventions les plus échafaudées et les plus précaires sont affaiblies. La possession de monnaie réelle apaise notre inquiétude".²³ Selon l'auteur de la *Théorie Générale*, les agents se déterminent essentiellement en fonction de leurs vues sur l'avenir. La monnaie n'est pas simplement un instrument technique, mais un élément pouvant rentrer dans le patrimoine des agents. Elle est tout à la

²² Citons notamment SAMUELSON, HICKS, HANSEN, SHACKLE, MINSKY, DAVIDSON...

²³ J.M.KEYNES, *TG*, p. 247.

fois un instrument de paiement et une réserve de valeur permettant de rapprocher le présent et l'avenir.²⁴ D'une certaine façon, alors que J.B.SAY insistait sur la fonction moyen de paiement de la monnaie, J.M.KEYNES met en avant la fonction réserve de valeur des actifs monétaires. Dans le schéma keynésien, la monnaie n'est plus un bien choisi parce qu'il satisfait assez facilement à la contrainte de liquidité mais un *fait de production unilatérale*.²⁵

Comme l'ont maintes fois souligné ses successeurs²⁶, dans l'analyse keynésienne le principe de la création monétaire est basé sur le crédit. Le système bancaire cré la monnaie pour répondre aux anticipations de production des entrepreneurs. La monnaie cesse d'être introduite dans le système économique comme un simple instrument d'échange; elle est à l'origine de l'ouverture du circuit économique. Contrairement à J.B.SAY, J.M.KEYNES n'opère pas un clivage absolu entre les secteurs réel et monétaire. D'emblée, il intègre les anticipations des ménages, qui, selon lui, pour se prémunir contre les aléas du futur, constituent une épargne monétaire. Néanmoins, il va de soi que dans le schéma keynésien les ménages ne sont pas les seuls agents économiques amenés à anticiper l'avenir. Tout comme les ménages, les entrepreneurs sont obligés de faire des prévisions sur la demande future. Dans une perspective keynésienne, si l'on souhaite absolument énoncer une relation de causalité entre l'offre et la demande, il ne faut donc plus affirmer que "l'offre crée sa propre demande" mais au contraire que c'est la demande anticipée qui entraîne l'offre.

Toutefois, à ce stade de la réflexion rien ne garantit que les anticipations de débouchés auront été correctes. En effet, selon J.M.KEYNES, c'est à partir de l'estimation du niveau global de l'emploi réalisable dans l'économie que chaque firme effectue les calculs lui permettant de déterminer le volume de l'activité réalisable. Pour qu'un niveau d'emploi soit mis en oeuvre il faut à la fois qu'il soit rentable et que la production des biens qu'il permet puisse être écoulee. En outre, comme l'acte d'embauche précède la production, le niveau d'emploi d'une période résulte de la confrontation de deux courbes virtuelles. La première représente, pour chaque volume d'emploi, le niveau des recettes que les entrepreneurs souhaitent percevoir pour que ce niveau d'emploi vaille la peine d'être mis en oeuvre. La seconde exprime le volume de la demande associée à chaque niveau d'emploi. Dans la

²⁴ "L'importance de la monnaie découle essentiellement du fait qu'elle constitue un lien entre le présent et l'avenir" - J.M.KEYNES, *TG*, p. 297.

²⁵ Dans nos sociétés, la monnaie n'est plus appelée dans l'économie pour faciliter les transactions mais pour autoriser la mise en oeuvre du processus de production. C'est pourquoi il est possible de la qualifier de fait de production. Par ailleurs, nous insistons ici sur le terme unilatérale, car, dans le schéma keynésien, bien que la monnaie apparaisse en réponse à une demande de crédit, elle est créée par la seule action des banques.

²⁶ Nous pensons ici en particulier à A.BARRERE.

théorie keynésienne il n'y a donc aucune raison pour que le niveau d'emploi résultant de la confrontation de ces deux courbes corresponde au plein emploi. Bien au contraire, pour J.M.KEYNES il en va même rarement ainsi: "La propension à consommer et le montant de l'investissement nouveau étant donnés il n'y aura qu'un seul volume de l'emploi compatible avec l'équilibre; tout autre volume conduirait à une inégalité entre le prix de l'offre globale et le prix de la demande globale de la production considérée dans son ensemble. Ce volume ne peut être plus grand que le plein emploi; en d'autres termes le salaire réel ne peut être moindre que la désutilité marginale du travail. Mais en général il n'y a pas de raison de penser qu'il doive être égal au plein emploi. C'est seulement dans un cas spécial que la demande effective se trouve associée au plein emploi; et pour que ce cas se réalise il faut qu'il y ait entre la propension à consommer et l'incitation à investir une relation particulière. Cette relation particulière, qui correspond aux hypothèses de la théorie classique est, en un certains sens, une relation optimum. Mais elle ne peut exister que si, pour des raisons fortuites ou voulues, l'investissement courant assure un montant de demande exactement égal à l'excès du prix de l'offre globale de la production résultant du plein-emploi sur le montant que la communauté désire dépenser pour la consommation lorsqu'elle est employée à plein"²⁷. La citation précédente ne laisse place à aucune ambiguïté. Par construction, au point de la demande effective correspond un niveau d'emploi bien précis. Dans chaque société, et en fonction des conventions prévalant à un moment donné, c'est cette quantité qui détermine la demande totale de travail. Quel que soit le niveau des salaires, celle-ci s'impose aux demandeurs d'emploi. Mais, comme il n'existe aucune raison pour que les aspirations de ces derniers - notamment à cause de facteurs sociologiques et démographiques - correspondent exactement au niveau de l'emploi global découlant des vues sur l'avenir qui émergent du groupe des entrepreneurs, le chômage involontaire peut se développer.

C'est dans ce processus que certains économistes "keynésiens" ont vu une négation de la loi de SAY. Alors que J.M.KEYNES prétendait déjà qu'en dépit de l'identité entre l'offre et la demande globales le chômage involontaire pouvait se développer, quelques-uns de ses successeurs en sont finalement venus à affirmer que l'existence du chômage involontaire était la preuve de l'irrecevabilité de la loi des débouchés. Selon certains d'entre eux, il existait même deux autres obstacles fondamentaux à la restauration du plein emploi. D'une part, dans la mesure où la demande de monnaie devient infiniment élastique lorsqu'elle tombe en dessous d'un "taux-planche", il arrive un moment où les agents économiques renoncent totalement à investir leurs disponibilités monétaires. D'autre part, puisque dans ce schéma ce sont les anticipations des entrepreneurs qui déterminent le niveau de l'emploi, plus les perspectives d'avenir s'assombrissent plus la "propension à thésauriser" freine le retour au plein-emploi. Autrement dit, au plus l'univers est incertain au plus les agents économiques

²⁷ J.M.KEYNES, *TG*, p. 55.

exercer leur préférence pour la liquidité. D'après ces auteurs, les entreprises sont obligées de s'en remettre à une certaine stabilité de la propension à consommer mais en tout état de cause la loi de SAY est invalidée. Même s'il est vrai que la demande effective est définie en un point unique, il existe tout de même des crises de surproduction, principalement parce que l'intégralité des revenus distribués n'est pas automatiquement dépensée. Dans ces conditions l'offre et la demande ne seraient pas les termes d'une identité mais feraient au contraire l'objet d'ajustements incessants. Qu'en est-il réellement? Quelle est la véritable nature de la relation existant entre l'offre et la demande? Pour apporter un début de réponse à cette deuxième question, étudions brièvement "l'antinomie identité-ajustement"²⁸ dans ses trois principaux rapports au temps.

(i) L'offre et la demande peuvent-elles être mesurées à des instants séparés?

Pour réussir à mesurer l'offre (ou la demande) séparément il faudrait disposer d'un étalon de mesure. Malheureusement, aucun étalon de mesure économique n'a encore été inventé. La théorie économique est donc obligée de mesurer l'offre (ou la demande) par un nombre représentant le bien demandé (offert). Dans ces conditions il est clair que ni l'offre ni la demande ne peuvent être mesurées séparément: si l'on veut réellement mesurer l'offre et la demande il faut nécessairement les saisir simultanément.

(ii) L'identité de l'offre et de la demande peut-elle exister temporairement?

Cette fois la réponse est immédiate. Si l'identité n'est vérifiée qu'à certains moments il ne faut plus parler d'identité mais d'égalité: l'identité est toujours vérifiée ou elle ne l'est jamais.

(iii) Peut-il exister un décalage temporel entre l'offre et la demande?

Raisonnons par l'absurde. Dans une économie monétaire, si l'on admet que l'offre et la demande sont les deux termes d'une égalité, cela signifie en fait que, simultanément, l'offre et la demande sont égales à un certain nombre d'unités monétaires, ou, en d'autres termes, que le bien offert (demandé) peut être échangé contre la somme de monnaie correspondante. Or, dès que l'offre (la demande) est exprimée en monnaie elle est identiquement une demande (une offre) puisqu'elle est définie par le nombre d'unités monétaires obtenues dans l'échange: en aucun cas l'offre et la demande ne peuvent être séparées par un délai aussi petit soit-il.

Quand on effectue un raisonnement purement logique il n'est pas très difficile d'établir l'identité de l'offre et de la demande globales. A l'inverse, lorsqu'on interroge les faits il semble à peu près certain que nos sociétés connaissent un sous-emploi massif à cause d'une déflation persistante. Dans ces conditions, faut-il donner raison aux faits ou à la

²⁸ L'expression est de B.SCHMITT. Pour une étude plus approfondie de cette "antinomie" Cf: B.SCHMITT, L'identité de l'offre et de la demande globales dans le temps, in: *Keynes aujourd'hui. Théorie et politique*, pp. 171-190.

logique? Au deux. En effet, dès que l'on conçoit une monnaie totalement dématérialisée, il devient tout à la fois possible d'admettre l'identité entre l'offre et la demande globales et de montrer pourquoi le chômage involontaire se développe.

§3) La loi de SAY reconsidérée

Dans l'économie prise en compte par les "Klassiques" la monnaie a pour unique objet de faciliter le troc. Fondamentalement, cette vision des choses repose sur les deux idées suivantes:

- (i) tous les ménages possèdent une certaine quantité de facteurs de production qui leur permet de produire en fonction des contraintes techniques de leur époque,
- (ii) tous les ménages ont des besoins de plus en plus diversifiés qu'ils ne parviennent pas à satisfaire eux-même. Par conséquent, tout individu se trouve placé dans l'obligation d'échanger une part de sa propre production contre celle des autres producteurs afin d'assurer la satisfaction des besoins qu'ils jugent fondamentaux.

L'allocation optimale des ressources est obtenue lorsque chaque individu satisfait ses besoins. D'après la théorie, cette condition est réalisée quand l'utilité de la dernière unité consommée de tous les biens pondérée par leur prix est égale. Cependant, comme cette démonstration implique que tous les biens soient parfaitement divisibles, ce qui est manifestement contraire à la réalité, le raisonnement est obligé de faire appel à la monnaie pour convertir les biens et services produits en revenus monétaires. Comme nous l'avons vu la monnaie est alors un fait d'échange. Une telle vision du système économique correspond-elle à la réalité du monde contemporain? Nullement. Toutes les sociétés modernes sont organisées autour du processus productif: grâce à leur activité productrice les travailleurs obtiennent un droit de créance sur le nouveau produit stocké dans les entreprises. Comme le notait déjà R.DE LA GENIERE en 1978: "Les banques n'ont pas d'autres moyens de se rendre débitrices que de se rendre simultanément créditrices."²⁹ Insérés au sein du processus productif, les ménages sont rémunérés par un jeu d'écriture porté dans la comptabilité bancaire. La monnaie qui apparait à cette occasion est à la fois un actif, puisque dans le public la dette d'une banque est une créance, mais aussi une dette puisque la monnaie n'est pas donnée mais simplement prêtée au public.

Encore plus distinctement que par le passé, il est clair que dans nos économies, c'est à dire dans *les économies de monnaie bancaire*, la monnaie naît dans les paiements. Or, le système bancaire n'effectue un paiement au profit de l'un de ses clients que

²⁹ R.DE.LA GENIERE, Monnaie et contre monnaie, *Banque n°369*, Janvier 1978, p. 16.

lorsque celui-ci cesse de prêter à sa banque la monnaie émise à son profit. Cela ne signifie cependant pas que la monnaie soit alors détenue par le public à l'extérieur du système bancaire. Du fait de la nature même de la monnaie cela est impossible. Bien que la monnaie ait été dépensée par le bénéficiaire initial du "prêt-emprunt", elle reste déposée dans le système bancaire, mais le déposant change d'identité, il s'agit maintenant du créancier du premier client de la banque. La création monétaire cesse d'être une opération "compensée" dès que le prêt et l'emprunt ne sont plus définis sur la même personne. La création monétaire devient nette dès qu'elle se transforme en une intermédiation monétaire: "L'avance en compte n'est comptabilisée par la banque qu'au fur et à mesure de son utilisation par le bénéficiaire pour effectuer des paiements. C'est à ce moment seulement qu'a lieu la création monétaire".³⁰ C'est le public et non le système bancaire qui est à l'origine de l'opération, il est donc légitime d'affirmer que le crédit est une opération qui émane du public. A l'instant où le bénéficiaire final de l'émission monétaire reçoit le paiement de son créancier il n'a pas d'autres alternatives que de déposer la monnaie reçue en banque. C'est alors lui qui fait crédit à la banque.³¹

Pour que la promesse bancaire se transforme en monnaie effective il est nécessaire que l'intermédiation monétaire réunisse trois agents. La monnaie moderne est *un fait de production triangulaire*. L'émission monétaire est la rémunération des facteurs de production, par les banques, pour le compte des entreprises. Tant que la monnaie est une simple promesse elle n'est dotée d'aucun pouvoir d'achat. Pour qu'elle acquiert une valeur économique il faut qu'elle entre en symbiose avec une opération réelle. Cette symbiose ne peut intervenir que sur le marché des services producteurs, puisque, n'étant dotée d'aucune valeur propre, la monnaie ne peut s'intégrer à l'économie sur le marché des produits. L'opération qui transforme la monnaie promesse en monnaie effective est la rémunération des facteurs de production. Ces deux opérations, émission de la promesse bancaire et rémunération des facteurs de production, que l'on sépare souvent pour les besoins de l'analyse, sont en réalité simultanées: "La dépense nominale (entreprises) et la recette réelle (travailleurs) étant simultanées, la définition du revenu monétaire ne s'articule pas sur la distinction entre la sphère de la production et celle des échanges. L'instantanéité du mouvement ne laisse aucune place pour une mutation qualitative de la monnaie. Elle est immédiatement à la fois nominale et réelle"³². Comme l'avait pressenti J.B.SAY, les

³⁰ F.POULON, *Economie Générale*, p. 185.

³¹ "La banque ne peut pas fabriquer ces crédits sans l'aide de ses clients, et l'on pourrait prétendre que les vrais créateurs de ces crédits sont non les banques, mais les clients qui s'adressent à elles." - H.WITHERS - *Qu'est ce que la monnaie?* - p. 70.

³² J.L.BAILLY, *Le revenu. Elaboration historique d'un concept*, Thèse, Faculté de Science Economique et de Gestion, Université de Dijon, 1991, p 218.

entreprises sont le point d'intégration de la monnaie véhiculaire. L'intégration est la mise en charge du véhicule monétaire, elle résulte du paiement des facteurs de production. Du fait de la nature de la monnaie, celle-ci est instantanément redéposée dans sa banque d'origine. Les produits sont alors prêtés aux entreprises, et, en contrepartie, les ménages obtiennent un droit de créance sur le nouveau produit.

En aucun cas le versement des salaires ne doit être assimilé à un échange relatif sur le marché des services producteurs. Nous le savons déjà, à l'instant où la banque lance sa promesse de paiement dans l'économie la monnaie n'est pas encore véritablement formée. Pour que la promesse bancaire acquiert une valeur économique il faut qu'elle ait un objet, littéralement il faut qu'elle "comprenne" son objet. Il n'est donc pas logique de dissocier l'aspect réel et l'aspect nominal du revenu. Le réel (les biens) ne fait pas face au nominal (la monnaie) mais s'intègre à lui. L'intuition de J.B.SAY trouve ici sa pleine confirmation: la monnaie est un "véhicule" qui transporte les produits fabriqués par les travailleurs jusqu'à leur consommation finale. En première approximation, l'identité de l'offre et de la demande globales peut donc prendre la forme du syllogisme suivant:

- l'offre globale est rigoureusement définie par les coûts de la production nationale,
- l'offre globale apporte aux titulaires de revenu, en monnaie, la propriété économique du nouveau produit,

ergo - l'offre globale définit exactement la demande globale puisque les titulaires de revenu détiennent immédiatement, et donc demandent sans délais la totalité du nouveau produit.

"La formation des revenus monétaires est la première demande du nouveau produit, la dépense des revenus monétaires est la deuxième demande du nouveau produit. Selon l'hypothèse de l'identité, la production de l'économie est demandée deux fois, en monnaie puis en nature"³³. Même s'il est vrai que les services producteurs obtiennent les produits en nature en fonction d'un délai qui dépend de leur comportement, quel que soit ce délai, la demande est immédiatement positive car le produit est, grâce à la médiation du système bancaire, présent dans l'avoir des services producteurs (en monnaie) dès que l'émission monétaire a eu lieu. Tout titulaire de revenus réalise nécessairement deux consommations successives: une consommation provisoire *puis* une consommation définitive.

A l'issue du versement des salaires les facteurs de production possèdent une promesse de paiement bancaire. Cependant, dans la mesure où les salariés ne détiennent qu'un droit de créance sur le produit, il semble que le paiement soit promis mais pas encore réalisé. En effet, bien que les travailleurs aient été rémunérés, le retrait matériel des biens est encore à venir. En réalité, il ne faut pas confondre le retrait physique des biens (le déstockage) et la formation économique du pouvoir d'achat. Pour cela il ne faut pas perdre

³³ B.SCHMITT, *L'identité de l'offre et de la demande globales dans le temps*, p. 176.

de vue que le fondement de la promesse bancaire est la production. Dès l'instant du paiement les salariés obtiennent le produit en monnaie.³⁴ Toutefois, cette acquisition n'est pas synonyme de consommation définitive puisque les salariés ne sont absolument pas obligés de retirer des entreprises les biens et services. Tant que la consommation définitive n'a pas eu lieu les ménages financent les stocks des firmes. "L'épargne à vue est formée par la dépense de financement de la formation des stocks. Grâce à l'épargne, les déposants sont en fait propriétaires des biens stockés à travers le système bancaire. Or, comme l'affirme KEYNES, les biens qui sont "investis" en stock sont tôt ou tard "désinvestis". Ainsi la vente des biens stockés définit-elle un désinvestissement, une consommation, tandis que la dépense des revenus implique leur désépargne. Cet écoulement n'est que la répétition de la dépense initiale des revenus: les déposants s'approprient en nature les biens qu'ils possédaient, à travers le système bancaire, par leur épargne, tandis que la firme se libère de ses engagements"³⁵.

Lors de la dépense du revenu il apparaît une permutation des actions effectuées par les acteurs économiques. Les ménages deviennent les payeurs et les entreprises les payés. A cette occasion les consommateurs obtiennent les produits physiques qu'ils utilisent ensuite plus ou moins rapidement pour la satisfaction de leurs besoins. Conjointement ils demandent à leur banque d'effectuer en leur nom le règlement de l'opération au profit de la firme bénéficiaire. Grâce à l'intervention du système bancaire la consommation provisoire laisse alors sa place à la consommation définitive. Les biens ne sont plus la propriété collective des détenteurs des droits de créance mais la propriété individuelle des acheteurs. Pour cela, tout comme à l'occasion du paiement des salaires, les banques réalisent une "création-destruction" de monnaie nécessaire pour véhiculer le produit réel des entreprises jusqu'aux consommateurs. Au plus profond, consommer ne signifie donc pas obtenir un produit en contrepartie d'une somme de monnaie mais (re)transformer le produit monétaire en produit physique. Fondamentalement, il s'agit d'une "redemande" puisque la première demande a eu lieu lorsque les facteurs de production ont travaillé pour obtenir (demander) le produit monétaire.

L'épargne de l'ensemble des consommateurs n'est pas une simple abstention mais comme la consommation une dépense. L'épargne implique une action positive de l'épargnant sur le marché des produits. Dans l'exacte mesure de l'épargne constituée par l'ensemble des consommateurs il est logiquement nécessaire de réinterpréter le paiement des salaires: les salaires épargnés sont rétroactivement annulés au bénéfice des firmes. Aussi,

³⁴ Si l'économie réelle ne donnait pas un objet à la promesse bancaire, c'est-à-dire si le produit physique n'était pas transformé en produit monétaire, les promesses bancaires n'auraient aucune valeur économique et la mesure n'existerait pas en économie. A l'inverse, dès que l'on saisit le produit monétairement il est possible de compter les unités de salaire émises, et, comme par transitivité, la production nationale.

³⁵ X.BRADLEY, *Le multiplicateur d'investissement et l'épargne des revenus*, à paraître.

même si l'épargne nette est une action directe nulle sur le marché des produits - elle est un achat de titres et non de produits - elle est indirectement une action positive sur ce marché. Obtenu par le truchement de l'émission des salaires, l'action de l'épargne sur le marché des produits définit l'investissement. Finalement, l'identité de l'offre et de la demande globales peut donc être formulée de la façon suivante. Le revenu peut être consommé ou épargné, or l'épargne est une demande de titres et demander des titres signifie demander des produits pour le compte des vendeurs de titres. Quand un ménage décide d'épargner il effectue un prêt à sa banque puisqu'il détient la somme épargnée sur son compte bancaire. Par conséquent, lorsque les ménages s'abstiennent de consommer sur le marché des produits ils "consomment" sur le marché des titres. Si l'emprunteur est un autre ménage bien que le producteur et le consommateur soient deux personnes physiques distinctes à l'échelle macroéconomique la consommation est inchangée. Si l'emprunteur est une entreprise, la justification de l'emprunt se trouve dans le mobile même de celui-ci³⁶ et la somme de monnaie empruntée est alors obligatoirement "réinjectée" dans l'économie (directement ou indirectement).

La demande globale est constamment identique à l'offre globale. Faut-il pour autant affirmer qu'aucun "désajustement" n'est envisageable? Non. D'une part, comme J.B.SAY l'enseignait déjà, sur certains marchés, il est possible que des excédents ne trouvent pas preneur (i). D'autre part, et bien que l'identité entre l'offre et la demande globales soit toujours vérifiée, le pouvoir d'achat des ménages ne leur permet pas toujours d'acquérir l'intégralité des biens qui leur sont proposés (ii).³⁷

(i) Tout revenu créé par la production nationale se porte à l'achat du produit national. En dépit de cette loi, il est pourtant certain que les firmes doivent constamment s'adapter à l'évolution des goûts des consommateurs pour ne pas voir ceux-ci négliger leur produit. Notamment, quand les ménages estiment que certains produits ne répondent plus parfaitement à leur besoins, ils choisissent de modifier la structure de leur consommation. Sur certains micro-marchés apparaît alors une mévente partielle, source de crises isolées et de chômage d'inadaptation.

(ii) Contentons nous ici simplement de montrer la possibilité d'un désajustement "à l'intérieur" de l'identité au travers d'un exemple numérique. Soit une période dans laquelle le produit national, d'une valeur de 100, donne naissance à un revenu réel distribué aux ménages à hauteur de 80 et à une accumulation directe pour 20. A partir de là, trois cas de figure sont envisageables.

³⁶ Ce dernier pouvant être le financement des stocks ou l'acquisition d'un nouveau capital.

³⁷ "Il (le chômage involontaire) est défini par l'insuffisance du revenu monétaire relativement au revenu réel créé par le plein emploi" B.SCHMITT, *Inflation, chômage et malformations du capital*, p. 572.

1^{er} cas: les biens nouvellement accumulés ne sont pas proposés aux ménages.³⁸ Dans ce cas le revenu réel des ménages leur permet d'écouler l'intégralité des biens qui leur sont proposés (à hauteur de 80)³⁹: aucun déficit de l'écoulement ne se manifeste.

2^{ème} cas: les biens nouvellement accumulés sont investis. Là encore, et même si cet investissement est synonyme d'inflation, aucun déficit de l'écoulement n'apparaît puisque le produit total est absorbé par la dépense de l'intégralité du pouvoir d'achat créé dans la période. Cette dernière possibilité suppose toutefois que le taux de rendement des investissements soit tel qu'il n'existe pas d'autres possibilités d'affectation plus rémunératrices. A l'inverse, si les entrepreneurs estiment que le taux de rendement des investissements n'est pas suffisant, ils essaient de revendre les biens nouvellement accumulés aux ménages.

3^{ème} cas: les biens nouvellement accumulés sont proposés aux ménages. Dans ce dernier cas il est clair que le revenu des ménages, d'une valeur de 80, ne leur permet pas d'acheter tous les biens qui leur sont offerts. Dans ces conditions, bien que l'offre globale corresponde exactement à la demande globale, une partie des produits n'est pas écoulee, ce qui conduit les firmes à licencier une partie de leurs employés.

Dans nos sociétés, quand les biens nouvellement accumulés sont investis l'inflation se manifeste seule. En revanche, dès que ces biens sont mis à la disposition des ménages, l'inflation et le chômage coexistent, et ce "malgré" l'identité.

³⁸ On peut par exemple envisager ici que ces biens soient absorbés par une augmentation des frais généraux des firmes où bien encore par une "consommation de luxe".

³⁹ Nous faisons l'hypothèse que les ménages n'épargnent pas, mais le raisonnement pourrait aussi bien être mené sans cette hypothèse.

Les débats relatifs à la loi de SAY sont-ils purement théoriques, sans véritables enjeux pratiques, et surtout sans intérêt en matière de politique économique? Nous ne pensons pas que cela soit exact. Pour conclure envisageons donc brièvement deux des politiques fréquemment proposées pour lutter contre le chômage.

Considérant que nous sommes fondamentalement en présence d'un chômage classique, les économistes d'inspiration libérale pensent que l'objet de la politique économique doit être de créer une dynamique rentabilité - investissement - emploi, la restauration de la rentabilité des entreprises fournissant alors à la fois les moyens financiers et la motivation pour des investissements nouveaux, condition nécessaire de la création d'emplois productifs. Selon eux, pour rétablir la rentabilité des firmes il faut contenir les coûts de production. Evitons de nous focaliser sur telle ou telle entreprise mais considérons au contraire l'ensemble des firmes. Bien que la valorisation monétaire des salaires puisse évoluer, les salaires ne peuvent apporter aux travailleurs que le produit national qui, quant à lui, reste inchangé quel qu'en soit l'expression monétaire. Même lorsqu'ils augmentent à cause de l'évolution des charges, tous les revenus sont finalement dépensés et rapportent à l'ensemble des firmes autant qu'ils leur coûtent. Ainsi, même s'il était politiquement envisageable de réduire de façon draconienne le niveau des salaires nominaux, le chômage structurel persisterait.

A l'opposé, le diagnostic du chômage actuel comme un chômage principalement keynésien conduit à donner la priorité à une relance de l'activité économique grâce à une action sur la demande. C'est la dynamique demande - production - emploi qui est alors privilégiée. Cette dynamique repose sur l'existence simultanée de capacités de production et de force de travail inemployées ainsi que de besoin non satisfait. Dans ce contexte, la croissance de production pourrait tout à la fois réduire le chômage et accroître la productivité grâce à une meilleure utilisation des moyens de production. A partir de là, le raisonnement est extrêmement simple: pour que les entreprises écoulent toute leur production, il faut distribuer davantage de revenus nominaux. L'augmentation des revenus peut concerner uniquement certains salariés ou l'ensemble de ceux-ci. Dans la première hypothèse, deux cas de figure doivent être envisagés:

- Si la catégorie socio-professionnelle qui bénéficie de l'augmentation des salaires dépense cette rémunération supplémentaire dans l'achat des produits correspondants, l'absorption totale de la production s'effectue par des achats spontanés. Malgré leur accroissement, aucun revenu ne reste disponible pour acheter les biens non écoulés.

- Si les salariés qui ont obtenu un supplément de salaire ne les dépensent pas dans

l'achat des biens correspondants, l'écoulement total de la production s'effectue par des achats forcés⁴⁰, mais là encore aucun revenu n'est plus disponible pour absorber quelque production que ce soit. Dans la deuxième hypothèse, l'augmentation générale des salaires, il est sur que l'augmentation ne se fait pas uniquement au bénéfice de certaines firmes. Cependant, puisque dès que l'on considère l'ensemble des firmes, quel que soit le niveau des revenus distribués, la production est complètement écoulee par leur dépense, le chômage persiste là aussi dans toute son ampleur.

"L'indépendance supposée de l'Offre par rapport à la Demande encourage l'esprit de calcul. L'indépendance supposée de la Demande par rapport à l'Offre parle davantage à la générosité. Mais la logique fait fi des sentiments."⁴¹

⁴⁰ Ces derniers pouvant même aller dans les cas extrêmes jusqu'à la réalisation des actifs de la firme.

⁴¹ B.SCHMITT, *ibid*, p. 265.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BAILLY J.L. (1991), Le revenu. Elaboration historique d'un concept, Thèse, Faculté de Science Economique et de Gestion, Université de Dijon.

BARRERE A. (1990), Macroéconomie Keynésienne, Paris, Dunod.

BLAUG M. (1986), La pensée économique, Paris, Economica.

BRADLEY X. (1994), "Le multiplicateur d'investissement et l'épargne des revenus", Recherches économiques de Louvain, Vol. 60, n°1.

DAVIDSON P. (1972), Money and the real world, Londres, Mac Millan.

DE LA GENIERE R. (1978), "Monnaie et contre monnaie" , Banque n°369.

FAVEREAU O. (1983), Probability and Uncertainly: After all, Keynes was right, conférence on "Methodological Issues in Keynesian Economics", Cambridge, Trinity college.

FAVEREAU O. (1985), "L'incertain dans la "révolution keynésienne": l'hypothèse Wittgenstein", Economies et Sociétés, Tome XIX, n°3.

HANSEN B. (1971), "The General Theory" in MUELLER (MG), Ed, Readings in Macro-Economics, 2^e Edition, New-York, Holt.

HICKS J.R. (1937), "Mr Keynes and the Classics: a suggested Interpretation", Econometrica.

JESSUA C. (1991), Histoire de la théorie économique, Paris, P.U.F.

KEYNES J.M. (1991), Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie, Paris, Payot.

MALTHUS T.R. (1969), Principes d'économie politique, Paris, Calmann-Lévy.

MINSKY H.P. (1975), John Maynard KEYNES, New York, Columbia University Press.

ORIO L. & QUILES J.J. (1993), L'Economie keynésienne, Paris, Nathan, coll. "Circa".

- POULON F. (1982), Economie générale, Paris, Dunod.
- SAMUELSON P.A. (1972), L'économique, Paris, Armand Colin.
- SAY J.B. (1972), Traité d'économie politique, Paris, Calmann-Lévy.
- SCHMITT B. (1984), Inflation, chômage et malformations du capital, Paris Albeuve, Economica Castella.
- SCHMITT B. (1985), "L'identité de l'offre et de la demande globales dans le temps", in Keynes aujourd'hui, Théorie et politique, Paris, Economica.
- SHACKLE G.L.S. (1974), Keynesian Kaleidics, Edinburgh, Edinburgh University Press.
- SISMONDE de SISMONDI J.C.L. (1971), Nouveaux principes d'économie politique, Paris, Calmann-Lévy.
- SOWELL T. (1991), La loi de SAY: une analyse historique, Paris, LIBERALIA, Economie en liberté, LITEC.
- WITHERS H. (1920), Qu'est ce que la monnaie?, Paris, Giard & Brière.
-